

Dans un environnement marqué par les tensions économiques, les exigences réglementaires accrues et l'accélération des attentes en matière climatique et sociale, les achats responsables ne sont pas un supplément d'âme : ils constituent une condition de performance durable, de résilience des chaînes d'approvisionnement et de création de valeur globale. En 2026, on peut dire que les organisations tiennent le cap malgré le contexte. La gestion des risques s'ancre, la décarbonation se matérialise dans les marchés et les donneurs d'ordres engagent leurs écosystèmes. Ceci néanmoins se fait avec un manque de moyens et de compétences qui risquent d'entraver les ambitions.

1

Depuis 2010, l'ObsAR (Observatoire des Achats Responsables) évalue la maturité des organisations françaises, publiques et privées, en matière d'achats responsables à travers la publication de son baromètre. Pour cette 16ème édition, 4 partenaires ont souhaité accompagner cette étude de référence : Manutan, Aprovall, Zei et le groupe Afnor.

Les résultats et les principaux enseignements du baromètre Achats Responsables 2026 de l'ObsAR ont été présentés jeudi 4 juin lors d'un événement en présentiel dans les locaux de Forvis Mazars à Levallois-Perret, en présence des vice présidentes de l'ObsAR, Fanny Bénard et Annie Sorel représentant Pierre Pelouzet, Président de l'ObsAR, Emilie Martinand et Stéphane Beauvais, administrateurs de l'ObsAR, de Pierre Emmanuel Saint Esprit, Directeur Economie Circulaire & Décarbonation Clients chez Manutan, de Laurent Luce, Product Marketing Manager chez Aprovall, de Noel Bauza, Fondateur de Zei et de Bruno Frel, expert Achats Responsables à l'AFNOR.

Ce baromètre repose sur un sondage effectué entre décembre 2025 et mars 2026. 550 organisations y ont répondu (80% du secteur privé et 20% issues du secteur public). 318 ont complété le questionnaire de 53 questions. 20% des répondants sont issus du secteur public, 70% du secteur privé et 10% d'autres types de structures (fédérations, associations...). Les PME se sont mobilisées (47% des répondants), les GE et grosses ETI représentent chacune 19% des répondants.

51% des répondants font partie de la fonction achats et 19% ont une fonction de direction (achats ou générale) et 26% ont une fonction RSE.

Le baromètre Achats Responsables apporte un éclairage sur la manière dont les organisations s'intéressent et mettent en œuvre les achats responsables, qu'elles soient publiques ou privées.

Des démarches quasi généralisées mais encore un déficit d'engagement dans la gestion des compétences

96% des répondants ont mis en place une stratégie Achats Responsables. Selon Fanny Bénard, Vice-Présidente de l'ObsAR : « *La tendance observée année après année se maintient. Malgré la conjoncture, les projets de mise en œuvre des achats responsables restent à l'ordre du jour : ¼ des répondants ont déployé la démarche depuis moins de 2 ans, c'est un signe encourageant : les achats responsables s'ancrent dans les projets d'évolution des organisations achats, et ce malgré les crises. 93% des organisations jugent que la DG est impliquée dans les achats responsables, le sujet a bel et bien rejoint les sujets stratégiques* ». Et la Direction Achats construit la démarche AR en binôme avec la Direction RSE pour aligner la stratégie et les objectifs des organisations.

Fait marquant, les parties prenantes internes et externes sont largement impliquées dans le déploiement (35 % de façon systématique, 53% sur quelques projets). Seul petit bémol « *il est regrettable que les Directions métiers soient rarement intégrées ou impliquées dans la démarche, alors que leur rôle est crucial* » précise Stéphane Beauvais, administrateur de l'ObsAR.

Une politique rédigée, une charte Achats Responsables, une évaluation fournisseur et des engagements chiffrés et publics restent le socle d'une mise en œuvre d'une démarche et sont bien mis en place.

Un constat reste cependant alarmant, année après année : + de 4 organisations sur dix n'ont pas de formation achats responsables depuis plus d'un an, malgré un engagement dans la démarche et la 'Sensibilisation aux AR' reste toujours à 83% la première thématique des formations. Compte tenu de la complexité et enjeux du sujet achats responsables, ce point est à améliorer. D'autant que le manque de ressources (47%) reste la principale difficulté évoquée, suivie du manque de maturité des fournisseurs. La compétence est au centre de la réussite. En progression de 16%, les contraintes budgétaires sont de retour à 32% et surtout on constate que toutes les entreprises sont concernées par ce sujet.

2

La notoriété de la norme ISO 20400 progresse timidement (57,9 %) et la majorité des répondants (60%) l'utilise pour structurer la démarche. Dans le détail, ce sont les organisations qui ont déployé les AR depuis moins de 2 ans qui connaissent le moins la norme (43%). Ceci nous rappelle que « *la connaissance des bases et référentiels doit être maintenue dans le temps pour permettre aux "nouveaux" arrivants d'acquérir les fondamentaux.* Rappelons aussi que l'ISO 20400 est basée sur l'ISO 26000 et qu'elle est utile dans le cadre de tous les référentiels RSE, pour les sujets ayant trait aux achats et aux relations avec les tiers fournisseurs, ce qui en fait donc un bon outil de préparation à la labellisation RFAR » précise Bruno Frel, administrateur de l'ObsAR.

Gestion des risques

64% des organisations mènent des analyses de risques (cartographie, évaluations...). Elles le font avec plus de profondeur que par le passé. En revanche, 36,4 % des répondants ne réalisent toujours aucune analyse de risques RSE, ce chiffre est inquiétant, même s'il baisse de 5 points depuis 2024. Parmi ces organisations, on trouve que 13% de grandes entreprises n'ont déployé ni cartographie ni une quelconque analyse de risques ESG (16% pour les ETI). Au-delà des sanctions dans le cadre de la loi sur le DDV, l'analyse des risques est le premier maillon à la sécurisation des chaînes d'approvisionnement.

Parmi les référentiels utilisés pour définir le dispositif de gestion des risques, on retrouve les grands référentiels RSE (ISO 26000, ODD) et les grands référentiels achats responsables (ISO 20400 et Label RFAR). Les mesures réglementaires sectorielles (relevées par seulement 22% des répondants) devraient être plus utilisées car ces réglementations en imposant des mesures précises adressent des risques spécifiques à couvrir.

L'évaluation des fournisseurs est majoritairement menée pour connaître la maturité et les engagements des fournisseurs (80 % des répondants). A peine plus de 40% des répondants évaluent les fournisseurs pour mesurer leur capacité à gérer les risques RSE.

« La sortie de la cartographie n'est la source de l'adaptation des questionnaires que pour 11% des répondants, signifiant, que les organisations qui déploient une cartographie n'adaptent pas forcément leurs questionnaires d'évaluation de leurs fournisseurs, perdant ainsi une grande part de l'apport du travail de cartographie... » déplore Annie Sorel, Vice-Présidente de l'ObsAR.

La mise en œuvre des achats responsables

Dans le public comme le privé, l'engagement dans les Achats Responsables est porté en premier lieu par la réduction de l'impact environnemental (75% dans le public, 51% dans le privé). La recherche de conformité est l'autre grande raison évoquée.

Dans le domaine environnemental, 3 grands sujets sont traités : la réduction des GES, l'économie circulaire et moins largement la protection de l'environnement au sens large. Les résultats des actions menées sont de plus en plus mesurés, c'est une preuve de maturité.

Sur le volet social, on constate que les organisations ont globalement un niveau de mise en œuvre des actions plus homogène que sur les sujets environnementaux. « *Un thème a fortement progressé : celui de l'insertion, porté par le public* », témoigne Emilie Matinand, Administratrice de l'ObsAR.

Même si 46% des organisations ne formalisent pas de stratégies achats à la suite des analyses RSE, 80 % des organisations qui challengent les parties prenantes sont totalement ou partiellement (pour 50 % des organisations) sur leur besoin et plus de 70% des organisations ont une stratégie de sourcing en lien avec des engagements RSE.

¾ des acheteurs cherchent à intégrer dans ce sourcing les TPE/PME et les fournisseurs locaux, et une moitié cherchent à développer les échanges avec le STPA / Insertion (54% exactement) et les autres organisations de l'ESS (40%), offrant une marge de progression à prospecter.

Les exigences RSE sont incluses systématiquement dans les cahiers des charges pour 44,3 % des organisations (en augmentation de 10% par rapport au 15^{ème} Baromètre) et 46,9 % parfois.

Quant aux critères environnementaux et sociaux, leur inclusion systématique dans la grille d'évaluation a bondi de 30 points (46,3 %) signe que la Loi Climat et Résilience et le PNAD pour les achats publics portent leurs fruits.

Coût global et évaluation des offres

Malheureusement sur ce sujet, on ne constate pas d'évolution positive, la situation se dégrade au regard des résultats.

Tous les postes de coûts inclus dans la définition du coût du cycle de vie sont questionnés. Les premiers postes de coûts pris en considération sont toujours le coût d'acquisition, le coût d'utilisation et les économies générées par l'organisation. Le sujet 'Carbone' reste à un même niveau bas de 9% car plus difficile à maîtriser. La détérioration provient des coûts qui ne sont jamais pris en considération : coûts directs ou indirects supportés par des tiers (39%), économies ou valeurs créées pour les tiers (39%).

Dans cette mouvance, on observe un recul au niveau des pratiques « responsables » au sujet de la pondération moyenne du critère économique dans l'appréciation des offres fournisseurs. Pour 55% des organisations, le critère économique a une pondération supérieure à 50% : c'est une augmentation de 25% par rapport au 15^{ème} Baromètre. En ce qui concerne la pondération des critères RSE, la tendance reste à une pondération variable suivant les enjeux (43%) et plutôt centrée sur 5 à 15%.

Indicateurs

38% (vs 30% pour le 15^{ème} Baromètre) des répondants indiquent que les indicateurs disponibles permettent de rendre compte de la performance de leur démarche. Ce sujet progresse, grâce à l'actualité : 22% (en forte progression) s'appuient sur la CSRD/VSME, 16 % sur les indicateurs de l'ObsAR (intemporels à l'exception d'un ou deux indicateurs carbone manquants ...) et 30% s'appuient sur le Label RFAR.

Délais de paiement

Les délais de paiement s'allongent. Près de 6% des organisations annoncent un délai de paiement moyen supérieur à 60 jours, 32,8 % entre 45/60 jours en moyenne. ce qui n'est pas un bon indicateur pour des organisations qui s'engagent à 95% dans une démarche Achats responsables ...

Focus Décarbonation des achats et engagement des fournisseurs

Le sujet de la décarbonation des achats est en essor, près de 30% des répondants sont engagés depuis plus de 5 ans et la moitié des organisations s’y engagent pour répondre aux engagements pris par la Direction de l’organisation tels que les Accords de Paris.

La décarbonation des achats est un projet transversal qui embarque toutes les directions (39,3%) Près des 2/3 des organisations ont déjà déployé au moins partiellement des éléments de pilotage (identification des parties prenantes à embarquer, objectifs chiffrés et échéances temporelles connues). Un bémol, les moyens affectés sont jugés suffisants dans seulement 1/5 des organisations.

Cela oriente la portée des actions, majoritairement appliquées à une partie des fournisseurs (82%). Les actions concrètes de “décarbonation” sont orientées par 40% des organisations vers la mise en place d’exigences dans les marchés (pour que les fournisseurs mesurent et réduisent les émissions). L’utilisation de critères/clause carbone est assez marginale (à peine 1/3 des répondants). Il faut dire que les difficultés existent et sont nombreuses. En premier lieu, le sujet de la complexité est relevé par 2/3 des organisations, suivi par le manque de temps et ressources (49% des répondants) à mettre en relation avec le volume d’actions à traiter (42% des répondants) et un déficit de compétences et de méthodologies adaptées. Ces obstacles traduisent une maturité encore limitée de l’écosystème achats/fournisseurs. La réussite des démarches dépendra donc fortement de la capacité des DO à collaborer avec l’ensemble de la chaîne de valeur. D’autant que la mise en place d’une stratégie d’engagement des fournisseurs permet de contribuer à l’atteinte des objectifs globaux de la décarbonation pour 43,9% (pour 38% les entreprises de moins de 250 salariés), et à l’amélioration de la relation fournisseur pour 41,3%. La décarbonation à travers le sujet de l’engagement des fournisseurs est donc un levier de performance pour les Directions Achats.

Les perspectives

Près de 30% des organisations s’auto-évaluent à un niveau de maturité inférieure à 4 cela signifie que le besoin de montée en compétences des équipes reste d’actualité ! Comme le montrent les difficultés relevées :

Le manque de ressources (47%) reste la principale difficulté, suivie par le manque de maturité des fournisseurs. En progression de 16%, les contraintes budgétaires remontent à 32% et surtout on constate que toutes les entreprises sont concernées par ce sujet.

Est-ce la raison pour laquelle la vision des achats responsables dans les prochaines années a perceptiblement évolué ? Alors que 80% des organisations avaient indiqué pour le 15^{ème} Baromètre que les achats responsables étaient ‘incontournables’, elles ne sont plus que 58,8 % en 2026. Le sujet reste néanmoins important pour 34,6% des organisations et seulement 4% des répondants voient le sujet en perte de vitesse. Ces résultats illustrent vraisemblablement les conséquences du contexte économique et de la situation internationale tendue.

Néanmoins, les raisons qui poussent à pérenniser et approfondir la démarche Achats responsables sont en progression : les achats responsables sont vus comme un moyen de réduire l’impact environnemental (53,1% vs 36% en 2024), d’être en conformité avec la réglementation (51,1% vs 45% en 2024), de décarboner (36,3% vs 25% en 2024) et de renforcer la relation fournisseur (32,2% vs 23% en 2024). Voilà les arguments, s’il en fallait, que les Achats Responsables restent un levier indispensable pour tous les types d’organisations (public, privé, GE, ETI et même PME) pour embrasser les enjeux actuels.

La synthèse avec l’ensemble des résultats est accessible sur le site de l’ObsAR www.obsar.asso.fr.

Contact presse :

Nathalie Paillon
Directrice des études et des opérations
nathalie.paillon@obsar.asso.fr

L'Observatoire des Achats Responsables (ObsAR), est une association créée en 2010 qui a pour objectif de proposer un espace privilégié d'échanges, de connaissance et d'approfondissement des bonnes pratiques en matière d'Achats Responsables. L'ObsAR a piloté à l'AFNOR l'élaboration de la norme « achats responsables » (NF X 50-135), première déclinaison sectorielle de l'ISO 26000, qui promeut l'intégration d'objectifs de développement durable et de responsabilité sociétale des organisations dans les politiques d'achat et leur mise en œuvre, dans le public comme dans le privé. Il a travaillé à son prolongement à l'international (norme ISO 20400) en pilotant la délégation française, ainsi qu'à sa cohérence avec les réglementations sur les marchés publics. L'ObsAR vise notamment à mettre à la disposition de ses adhérents des outils et méthodes, ainsi que des indicateurs de mesure et d'évolution des pratiques « métier » et des espaces de rencontres entre les parties prenantes. Membre de la Plateforme nationale pour la RSE, l'ObsAR édite des guides pratiques produits par ses groupes de travail, participe à de nombreux événements « achats » et publie annuellement le Baromètre des Achats Responsables. Site Internet : www.obsar.asso.fr

Partenaires du Baromètre Achats Responsables 2026

Manutan

<https://www.manutan.fr/>

Aprovall

<https://www.aprovall.com/fr/>

Afnor

<https://www.afnor.org/>

Zeï

<https://zei-world.com/>